LES ATTENTATS DE LONDRES

La ville de Londres a été choisie deux fois la semaine dernière : le 6 juillet par le Comité olympique international pour accueillir les Jeux Olympiques de 2012, le lendemain par des terroristes internationaux pour y faire éclater dans le métro plusieurs bombes qui ont fait environ 50 morts et plusieurs centaines de blessés.

Comme au lendemain des attentats de Madrid, la plupart des commentateurs ont aussitôt affirmé que « tous les pays sont désormais visés » et que des bombes pourraient aussi bien éclater demain à Francfort/M., Berlin ou Paris. Ce n'est qu'à moitié vrai. Les bombes qui ont éclaté en Espagne et en Angleterre visaient de toute évidence des pays qui avaient choisi de s'associer à la guerre menée, sans l'aval des Nations-Unies, par l'Amérique contre l'Irak (un pays où l'on enregistre tous les jours dans la population civile presque autant de morts de blessés que l'on en a dénombré dans le métro de Londres). Ce qui a fait dire au général russe Leonide Ivashov, analyste réputé : « On peut dire que la résistance irakienne a mené une opération de représailles sur le territoire de l'ennemi ». Dans l'abstrait, tous les pays peuvent devenir des cibles. Dans les faits, l'Italie est certainement plus menacée que la Suisse, la Belgique ou la Suède.

Les attentats de Londres avaient été clairement conçus pour coïncider avec la tenue du sommet du G8 à Edinburgh. Le paradoxe est que cette coïncidence a favorisé George W. Bush, qui ne pouvait rêver meilleur argument pour pousser ses alliés à se rallier à sa politique et à accepter son leadership.

Mais au-delà des réactions d'émotion ou d'indignation, des condamnations morales et des proclamations de solidarité, les attentats de Londres devraient être surtout l'occasion d'une réflexion en profondeur sur la logique du terrorisme.

Le terroriste moderne est le lointain descendant du combattant irrégulier des guerres de partisans. La différence est qu'il vise désormais des cibles indistinctes et qu'il agit à l'échelle mondiale, ce qui veut dire qu'il s'est « déterritorialisé ». Le terrorisme global est à l'image de notre temps : trasnational, fluide, organisé en réseaux. Il est une parfaite illustration de ce que le sociologue Ultich Beck a appelé la « société du risque ». Le risque se distingue du danger classique en ce qu'il est à la fois invisible, imprévisible, non localisable et omniprésent.

Ce terrorisme n'a pas de visage. Si chaque nouvel attentat donne lieu aux mêmes affirmations sans preuves, aux hypothèses les plus contradictoires, aux spéculations les plus

folles, c'est parce que dans la logique du terrorisme il est impossible de savoir ce qui est véritablement en jeu. Dès le lendemain des attentats de Londres, le terrorisme islamique (médiatiquement symbolisé par la nébuleuse « Al Qaidah ») a été automatiquement désigné du doigt. C'est en effet possible, sinon probable. Mais la vérité est que l'on n'en sait rien. Les preuves formelles font toujours défaut. Bientôt trois ans après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, personne n'est toujours en mesure de dire qui les réalisés et comment. Cette incertitude contribue à la peur et à l'affolement des esprits, qui est précisément l'un des objectifs du terrorisme. La peur engendre des angoisses et suscite des fantasmes. Dans la société du risque, on ne peut plus distinguer l'ami de l'ennemi. Tout le monde devient donc un suspect potentiel.

Les victimes des bombes ne sont jamais la cible principale du terrorisme. Celui-ci vise avant tout les gouvernements et les opinions publiques. Les victimes immédiates ne sont pas des fins en soi, mais des moyens pour faire pression et frapper les esprits. Les médias, contraints de faire leurs gros titres sur l'événement, en sont le relais principal et, objectivement, les auxiliaires majeurs.

On est nécessairement l'ennemi de qui vous désigne comme ennemi. Il faut donc bien entendu lutter contre le terrorisme. Mais en la matière, la seule indignation morale est mauvaise conseillère. En outre, même s'il existe un lien entre eux, ce serait une grave erreur de confondre l'islam avec l'islamisme et l'islamisme avec le terrorisme.

Il importe surtout de comprendre que, si les terroristes commettent des actes criminels, ce ne sont ni des « fous », ni des « criminels de droit commun », ni même des « fanatiques » dénués de toute rationalité. Leurs actes sont d'abord des actes politiques. Ils sont la conséquence de situations politiques concrètes. Aussi longtemps qu'on n'agira pas sur ces situations, la seule arrestation des suspects et le démantèlement des réseaux ne viendront jamais à bout du terrorisme. La guerre contre l'Irak, le conflit israélo-palestinien, les menaces aujourd'hui dirigées contre l'Iran sont le terreau sur lequel prospère le terrorisme. Depuis des années, la politique américaine n'a cessé de donner aux terroristes de nouvelles raisons d'agir. Lutter efficacement contre le terrorisme implique d'agir sur les causes.

« Si vous attaquez nos villes, disait Osama bin Laden dans l'une de ses récentes interventions diffusées sur cassette vidéo, nous attaquerons les vôtres ». George W. Bush, dans son discours sur l'état de l'Union, déclarait en janvier dernier : « Depuis que nos troupes ont envahi l'Irak, le monde est devenu plus sûr ». Les Anglais, la semaine dernière, ont vu ce qu'il en était.

Alain de BENOIST

10 juillet 2005